



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Lundi 16 novembre.

Nouvelles provinces: 5 des 21 commissaires spéciaux ont rejoint leurs postes. Seuls cinq des vingt et un commissaires spéciaux nommés en octobre dernier à la tête de nouvelles provinces ont déjà rejoint leur poste. Il s'agit des commissaires du Kwilu (Mbala Mbala Kasongo), du Kwango (Larousse Kabula), du Mai-Ndombe (Ngobila Mbaka), de la Tshopo (Tokole Ilongo) et du Lualaba (Muyej Mangez). La plupart des seize autres qui n'ont pas encore rejoint leurs postes seraient encore à Kinshasa. Des sources contactées par Radio Okapi rapportent que certains commissaires spéciaux attendraient d'être notifiés par le ministre de l'Intérieur pour rejoindre leurs nouveaux postes. D'autres sources évoquent un manque de moyens pour se rendre dans leurs provinces.

Nord-Kivu: la prison de Rutshuru manque de nourriture et de médicaments. Depuis trois mois, les détenus de la prison centrale de Rutshuru (Nord-Kivu) n'ont ni vivres ni médicaments, ont indiqué dimanche 15 novembre des sources locales. Les responsables de cette prison disent avoir informé plusieurs fois les autorités judiciaires à Goma, sans succès. Ils appellent les autorités du pays à se pencher sur la question.

Épidémie de rougeole : début d'une campagne de vaccination à Manono. Après la flambée des cas de rougeole observée depuis le début de l'année dans l'ex-Katanga, environ 130 000 enfants âgés de 6 mois à 15 ans sont visés par une campagne de vaccination qui commence ce lundi 16 novembre dans le territoire de Manono.

La Monusco réhabilite le bureau administratif et la prison de Mitwaba. La Monusco a remis samedi 14 novembre aux autorités de Mitwaba (Haut-Katanga), le bureau de l'administration et de la prison centrale qu'elle a réhabilités à travers son projet à impact rapide, Quips. La réfection du bureau de l'administration et de la prison centrale de Mitwaba a coûté plus de 60 000 dollars américains. Les travaux, qui ont duré onze mois, ont été exécutés par l'ONG Alpha et l'entreprise House Construction.

Aru: des jeunes sensibilisés sur la culture de la paix. La société civile du territoire d'Aru (Ituri) a invité le samedi 14 novembre, les jeunes à la culture du dialogue et au respect de la loi lorsqu'il s'agit de manifester. Cette action rentre dans le cadre de la sensibilisation de la population à la culture de la paix, après plusieurs meurtres enregistrés à Aru, dont celui d'un commerçant et la destruction de certains services de l'Etat en octobre dernier.

RDC: la Sicomin envisage de produire 125 000 tonnes par an. «L'ambition de la Sicomin (Sino-congolaise des mines) est de devenir le premier opérateur minier de l'Afrique et se classer parmi les dix premiers producteurs du monde», a affirmé dimanche 15 novembre à Kinshasa, le chargé de communication du Bureau de coordination et de suivi du programme sino-congolais. Selon lui, la société envisage de produire 125 000 tonnes par an pendant la première phase d'exploitation. Une joint-venture entre la Gécamines et un regroupement d'entreprises chinoises, la Sicomin a dévoilé sa première cathode de cuivre au début du mois. La Sicomin dispose des réserves évaluées à 10 000 000 de tonnes en cuivre et 6 000 000 en cobalt. Elle prévoit de produire dans la première phase de 125 000 tonnes par an et 250 000 tonnes dans la seconde phase.

Kisangani: la Snel annonce un délestage sévère. La Société nationale d'électricité (Snel)/Kisangani annonce le renforcement du délestage dans cette ville de la Tshopo. Elle justifie cette décision par la forte crue de la rivière Tshopo. En moins de deux semaines, la hauteur de chutes s'est dégradée de 18 à 14 mètres. A 12 mètres de hauteur, il faut envisager un arrêt total des machines, préviennent les responsables de la Snel.

Cette situation occasionne un déficit criant de près de 11 mégawatt sur les 19 produits par les 3 groupes de la centrale hydroélectrique de la Tshopo.

Kananga: l'armée enregistre 450 recrues. Le commandant de la 21ème région militaire, le général Emmanuel Lombe Bonguangu, a présenté lundi 16 novembre à Kananga 450 nouvelles recrues des FARDC, dont 22 filles, issues de la province du Kasai Central. Elles seront envoyées dans trois centres de formation, a-t-il indiqué.

Monusco : Maman Sambo Sidikou entre en fonction. Le nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC, Maman Sambo Sidikou est entré en fonction lundi 16 novembre. Il se dit heureux de revenir en République démocratique du Congo, après son dernier séjour de 2010 à 2011. Maman Sambo Sidikou remplace à ce poste Martin Kobler, qui a fait deux ans à la tête de la Monusco.

Ituri: les gestionnaires des écoles appelés à payer l'assurance scolaire. Les responsables de près de sept cents écoles maternelles, primaires et secondaires de l'Ituri n'ont encore rien versé à titre d'assurance scolaire de leurs élèves auprès de la Société nationale d'assurances (Sonas), depuis la rentrée scolaire en septembre dernier. Le chef d'agence de la Sonas de Bunia, Claude Boby, l'a révélé lundi 16 novembre à Radio Okapi. L'assurance scolaire, fixée à 200 francs congolais (0,2 dollar américain) par élève, devait être versée jusqu'au 10 octobre dernier.

RDC : Pierrette Mwenze désignée questeur de la Ceni. L'Assemblée nationale a entériné, lundi 16 novembre, la désignation de Pierrette Mwenze Kisonga, à la questure de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Elle remplace à ce poste, Chantal Ngoy Tshite, un membre du Mouvement social pour le renouveau (MSR). Ce parti politique a été exclu de la Majorité présidentielle.

Mardi le 17 novembre.

RDC: Corneille Nangaa investi président de la Ceni. Dans une ordonnance lue lundi 16 novembre à la télévision nationale (RTNC), le président de la république, Joseph Kabila, a investi Corneille Nangaa comme président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Corneille Nangaa Yobeluo a été proposé en octobre dernier par les confessions religieuses- à l'exception de l'église catholique- pour succéder à l'abbé Malumalu à la tête de la commission électorale de la RDC.

CPI: Germain Katanga veut rentrer en RDC après sa libération. L'ex-chef de milice congolais Germain Katanga, condamné et détenu par la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye, a « exprimé son souhait de revenir en RDC et notamment à Aru, en Ituri [nord-est] pour devenir agriculteur et vivre près de sa famille », a affirmé Margot Tedesco, coordonnatrice chargée de la sensibilisation pour la CPI en RDC, lors d'une conférence de presse.

Haut Uélé: trois personnes tuées par des présumés LRA. Trois personnes dont un militaire congolais ont été tuées samedi 14 novembre par des présumés rebelles ougandais de la LRA dans deux attaques armées à Dungu vers le parc de Garamba (Haut Uélé).

Nouvelles provinces: les commissaires spéciaux devraient rejoindre leurs postes ce mardi. Le commissaire spécial adjoint en charge de l'administration de la nouvelle province du Nord-Ubangui, Arthur Sedeza Ngamo Zabusu, a déclaré à Radio Okapi que les commissaires spéciaux nommés en octobre dernier vont officiellement commencer à rejoindre leurs nouveaux postes à partir du mardi 17 novembre. Selon lui, ces hauts fonctionnaires attendaient des recommandations du gouvernement avant de rejoindre leurs nouveaux postes. C'est ce qui aurait justifié leur présence prolongée à Kinshasa.

Walikale: 1005 cas de paludisme enregistrés en un mois. Les aires de santé de Machumbi et Kibati, à une centaine de kms à l'ouest de Goma, dans le territoire de Walikale a enregistré 1005 cas de paludisme dont un décès, depuis la 2ème quinzaine du mois d'octobre, indique le médecin directeur du centre de santé de référence de Machumbi. Selon le docteur Richard Kibanja, cette résurgence des cas de paludisme serait causée par les conditions humanitaires déplorables dans lesquelles ont vécu les populations pendant les deux incursions successives des Mai-Mai APCLS dans ces deux localités.

Nouvelle grève des transporteurs routiers sur l'axe Kinshasa-Matadi. Réunis au sein de la Force ouvrière du Congo (FORC), les transporteurs routiers exploitant l'axe Matadi-Kinshasa observent, depuis lundi 16 novembre, une grève. Ils revendiquent l'application du protocole d'accord du 19 février 2013 qui prévoit notamment un salaire de 375 dollars américains, pour le chauffeur, et 200 dollars américains, pour le convoyeur.

COP21: l'UE tient la 2e journée diplomatique sur le climat à Kinshasa. La Délégation de l'Union européenne en RDC organise mardi 17 novembre à Kinshasa la deuxième journée diplomatique sur le climat. Elle vise à harmoniser les vues entre les représentants des pays membres de l'Union européenne et la RDC en perspective de la conférence sur le climat (COP21), prévue du 30 novembre au 11 décembre à Paris.

RDC: le ministre des Affaires foncières veut assainir son secteur. Le ministre des Affaires foncières, Gustave Boloko, s'engage à assainir le secteur foncier en RDC pour résoudre des conflits issus des actes posés par le personnel de son ministère. Selon lui, les agents des Affaires foncières s'illustrent sur le terrain par un comportement irrespectueux de la loi et de la réglementation en la matière. Il reproche aux cadres et agents du ministère des Affaires foncières de délivrer les documents sans suivre la procédure normale.

Richard Muyej prêche l'unité et la paix au Lualaba. Le commissaire spécial du Lualaba, Richard Muyej Mangez, appelle ses administrés à cultiver la paix et à vivre en communion. Il a lancé cet appel lundi 16 novembre, à Lubumbashi, chef-lieu du Haut-Katanga. Richard Muyej estime que seule l'unité et la paix pourraient favoriser la cohabitation pacifique entre les communautés de sa province.

Tanganyika: 6 de 11 zones de santé touchées par la rougeole. L'épidémie de rougeole est confirmée dans six zones de santé sur les onze que compte la nouvelle province du Tanganyika, a rapporté lundi 16 novembre le médecin épidémiologiste de l'OMS au Tanganyika, docteur Juvénal Mukuta, en séjour dans le territoire de Moba.

Ituri: 2 blessés graves après une attaque attribuée aux rebelles des ADF. Deux personnes ont été grièvement blessées à la machette ce samedi 14 novembre dernier au cours d'une attaque des cinq villages de la chefferie de Walese Vonkutu dans le territoire d'Irumu en Ituri (à la limite avec le Nord-Kivu), ont rapporté lundi 16 novembre les représentants de la société civile locale. Plusieurs biens des villageois ont par ailleurs été emportés par les assaillants, ont-ils précisé.

RDC: plus de 250 000 réfugiés rwandais appelés à regagner volontairement leur pays. Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et la Commission nationale des réfugiés (CNR) invitent plus de deux cent cinquante mille réfugiés rwandais encore présents dans l'Est de la RDC à regagner leur pays. Ils ont lancé cet appel à l'occasion de l'atelier de formation organisé lundi 16 novembre à Bukavu à l'intention des autorités du Sud-Kivu et du Maniema. Pour le HCR et la CNR, les autorités de ces deux provinces de la RDC devraient sensibiliser ces réfugiés au retour volontaire au Rwanda. Cette sensibilisation va de pair avec l'opération d'enregistrement biométrique de ces derniers.

La RDC enregistre un solde déficitaire annuel de plus de 150 millions USD. Le solde général annualisé du trésor public de la République démocratique du Congo (RDC) connaît un déficit de près de cent quarante milliards de Francs congolais, soit environ 151 474 397 USD. La réunion de la Troïka stratégique l'a révélé lundi 16 novembre. Le solde des opérations financières de l'Etat, au 13 novembre courant est déficitaire de plus de 117 milliards de Francs congolais, soit 126 589 318 USD, indique la réunion de la Troïka stratégique qui rassemble les ministères des Finances, du Budget et de l'Economie ainsi que la Banque centrale du Congo (BCC), autour du Premier ministre. La Troïka stratégique a aussi noté le ralentissement des économies émergentes, la contraction des échanges et la baisse continue des prix des matières premières sur le marché international et les prix des produits pétroliers.

RDC: le Pev compte vacciner 200 000 enfants qui ont échappé aux activités de routine. Le Programme élargi de vaccination (Pev) cible la vaccination de plus de deux cent mille enfants ayant échappé aux activités de routine en 2015. Le médecin directeur de cette structure, Audrey Mulumba, l'a indiqué, mardi 17 novembre, lors de l'évaluation du programme annuel, à Kinshasa.

Rutshuru : cinq présumés criminels jugés en chambre foraine à Nyamilima. Cinq présumés criminels comparaissent, depuis mardi 17 novembre, pour viol, assassinats, meurtre et détention illégale d'armes. Ils sont jugés au cours des audiences foraines qui se tiennent dans la cité de Nyamilima, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Le tribunal militaire de garnison de Goma justifie le choix de ces agglomérations pour rapprocher les victimes de la justice. D'après des témoins, une foule enthousiaste assiste à cette première audience publique qui se tient à la tribune de la cité de Nyamilima.

Mercredi 18 novembre.

Entassement des immondices: André Kimbuta évoque des problèmes financiers. Le gouverneur de la ville de Kinshasa, André Kimbuta, a déclaré mardi 17 novembre que l'accumulation des immondices dans les décharges publiques était causée par le non-paiement des frais nécessaires pour leur évacuation. Après le désengagement de l'Union européenne du projet d'assainissement de la ville de Kinshasa en août dernier, le gouvernement central avait pris l'engagement de financer à hauteur de 800 000 dollars américains par mois

les travaux d'évacuation et d'enfouissement de ces immondices durant une année. Après avoir payé pour l'exécution de ce travail au cours du premier mois, a indiqué André Kimbuta, le gouvernement n'a plus honoré son engagement.

RDC-Elections : la Grande Bretagne demande à la Ceni de présenter un budget réaliste. La Grande Bretagne se dit prête à soutenir le processus électoral en RDC, à condition que la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) présente un calendrier crédible et un budget réaliste. L'envoyée spéciale du gouvernement britannique dans la région des Grands lacs, Danae Dholakia l'a déclaré mardi 17 novembre au cours d'un point de presse à Kinshasa.

Matadi: les policiers vont sécuriser les banques et les convois de boisson pendant les fêtes de fin d'année. Le commissaire provincial de la police du Kongo central, Patience Mushsid Yav, a annoncé mardi 17 novembre que la police avait pris des dispositions pour renforcer la sécurité dans la province durant les fêtes de fin d'année. Elle va sécuriser les convois de fonds et les camions qui transportent les boissons.

Kinshasa : Jed déplore l'agression «sauvage» d'une journaliste par des étudiants. Journaliste en danger (Jed) dénonce l'agression d'une journaliste de RTVS1 par des étudiants de l'Institut national des bâtiments et travaux publics (INBTP) lundi lors d'une manifestation. Le seul tort de la journaliste est d'avoir voulu couvrir et relayer dans son média, les revendications de ces étudiants qui protestaient contre des majorations de leurs frais académiques, et qui se sont affrontés aux forces de l'ordre.

Élections: l'UNC / Sud-Kivu lance une campagne contre le «glissement». Le parti d'opposition Union pour la Nation Congolaise (UNC) a lancé mardi à Bukavu la campagne «Tous contre le glissement». L'UNC / Sud-Kivu distribuera des dépliants traduits dans plusieurs langues de la région pour convaincre la population que la Constitution doit être respectée et que des élections doivent avoir lieu comme prévu à la fin de 2016.

Bunia: hausse des prix suite à la dégradation des routes. Les prix des produits de première nécessité ont augmenté de 35%, depuis quelques jours, dans la ville de Bunia (Ituri) suite à la dégradation du tronçon routier Bunia-Mahagi, où on dénombre plusieurs borbiers.

Kinshasa inaugure une usine de traitement des déchets plastiques. La ville de Kinshasa dispose désormais d'une usine de compactage des déchets plastiques. Le gouverneur André Kimbuta l'a inaugurée mardi 17 novembre au quartier Mpasa III dans la commune de N'sele. Cette usine résulte du partenariat entre la ville et la société GTR/ANACO. Cette dernière s'emploiera à collecter les déchets plastiques dans les trois sites prioritaires aménagés dans la ville et à les traiter. Le dépôt des déchets plastiques dans les sites aménagés dans les communes de Lemba, Limete et N'djili sera payant, a affirmé André Kimbuta sans donner plus des détails.

Kasaï-Oriental: deuxième jour de grève des infirmiers. Les infirmiers et d'autres membres du personnel de santé du Kasaï-Oriental observent un mouvement de grève, depuis mardi 17 novembre sur une décision de l'assemblée générale extraordinaire de tous les syndicats du secteur de la santé, tenue à Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province. Ces infirmiers revendiquent entre autres, l'augmentation de la prime de risque et l'inscription sur la liste de paie des agents recrutés depuis 2008.

RDC : les parlementaires francophones appelés à s'impliquer pour la transparence dans le secteur minier. Les sénateurs et députés francophones suivent depuis mardi 17 novembre à Kinshasa une formation qui leur permettra d'élaborer des lois capables de promouvoir la transparence dans le secteur minier dans leurs pays respectifs. Ce séminaire de formation est une initiative du PNUD en collaboration avec les coopérations française et allemande.

Sud-Kivu : des membres des groupes armés troublent la paix des citoyens à Kalehe. La société civile du Sud-Kivu a dénoncé ce lundi 16 novembre l'occupation de plusieurs localités du territoire de Kalehe au Sud-Kivu par plusieurs factions des groupes armés. Ces derniers commettent des actes de nature à troubler la paix des citoyens, selon cette source. Dans le groupement de Bunyakiri à Kalima, les Raia Mutomboki de Hamakombo pillent la population, font payer des taxes et arrêtent des civils contrevenants à leurs mesures. A Mubugu, c'est le groupe armé dénommé «RM Butachibera» qui sème la terreur en extorquant les biens de la population. Dans la chefferie de Muloho, un certain «Mweke» s'est autoproclamé administrateur de cette entité grâce à son groupe armé. Par ailleurs, à Katasomwa, des sources locales font état de la présence des miliciens Nyatura qui exigent aux commerçants de payer le droit d'exercer leurs activités à Rhana.

Lubumbashi : Charles Mwando Nsimba contre les intimidations de membres du G7. Charles Mwando Nsimba, le président en exercice du G7 a appelé mardi 17 novembre à Lubumbashi, le gouvernement congolais à mettre fin aux intimidations et harcèlements dont les membres de sa plate-forme politique font

l'objet. «Ça se passe d'une façon plus renforcée au Katanga. Mais, c'est une situation générale pour le G7. Il y a d'autres partis de la plate-forme qui font l'objet des harcèlements. Nous voyons l'intervention des forces de l'ordre d'une façon musclée pour des raisons que l'on ignore. Et, c'est sans compter cette affaire de débauchage», a-t-il déclaré à Radio Okapi.

Sud-Kivu : les infirmiers durcissent leur grève. Les infirmiers de la province du Sud-Kivu viennent de durcir leur mouvement de grève. Après avoir observé le service minimum du 10 au 17 novembre, les syndicats du secteur de la santé au Sud-Kivu ont appelé tous les infirmiers à observer à partir de ce mercredi une grève sèche.

Uvira : plus de 80 veuves militaires réclament leurs rentes de survie. Plus de 80 veuves des militaires manifestent depuis mardi 17 novembre dans les rues de la cité d'Uvira. Elles dénoncent le non-paiement de leurs rentes de survie du mois d'octobre et de novembre. A en croire la porte-parole de ces femmes dont les maris étaient membres l'ex-12e brigade intégrée avant leur décès, la plupart des familles laissées par ces militaires décédés ont du mal à nouer les deux bouts du mois.

RDC : les forces vives exigent la publication immédiate du calendrier électoral réaménagé. Les forces vives de la RDC exigent à la Commission électorale nationale indépendante la publication immédiate du calendrier électoral réaménagé et conforme aux échéances fixées par la constitution. Dans une déclaration faite mercredi 18 novembre à Kinshasa, elles ont rejeté l'idée de tout dialogue qui viserait à créer l'illusion d'un large consensus sur le glissement du mandat présidentiel au-delà de 2016.

Kinshasa : la police étouffe une manifestation des étudiants de l'ISAU. La Police nationale congolaise (PNC) a étouffé mercredi 18 novembre une manifestation des étudiants de l'Institut supérieur d'architecture et urbanisme (ISAU), une institution universitaire qui partage les mêmes installations que l'Académie de beaux-arts (ABA) sur l'avenue de la libération dans la commune de Gombe. Selon des sources sur place, c'est autour de 11 heures qu'a débuté la manifestation des étudiants. Ils protestaient contre la majoration des frais académiques et des frais de logement.

Grève des infirmiers : le gouvernement plaide pour un service minimum. Face à la radicalisation de la grève des infirmiers déclenchée dans plusieurs hôpitaux de la RDC, le gouvernement demande d'organiser un service minimum. Le président de l'Association nationale des infirmiers du Congo (Anic), Komba Djeko, l'a affirmé mercredi 18 novembre, à l'issue d'une rencontre que son association a eue avec le ministre de la Santé. À en croire le président de l'Anic, le gouvernement a souligné qu'il n'a pas rompu le dialogue avec le syndicat et que les revendications présentées par le syndicat sont fondées.

Mitwaba: la production mensuelle de la cassitérite a baissé de 70%. La production mensuelle de la cassitérite est passée de 100 à 30 tonnes, soit une baisse de 70%, dans le territoire de Mitwaba (Haut-Katanga). Cette situation est constatée depuis dix mois. Un kilo de cassitérite se vend à 3 000 francs congolais (3, 25 dollars américains) au lieu de 7 000 francs congolais (7, 57 dollars américains) comme d'habitude.

Réchauffement climatique : la RDC parmi les 10 pays les plus menacés, selon l'UE. La RDC fait partie des dix pays les plus menacés par le réchauffement climatique. L'ambassadeur de l'Union européenne en RDC, Jean-Michel Dumont, l'a révélé mardi 17 novembre, lors de la deuxième journée diplomatique sur le climat organisé à Kinshasa. « Il y a une menace de réchauffement climatique. Regardez le soleil qu'il y a à Kinshasa on n'est en pleine saison de pluie mais il ne pleut pas. La situation est grave mais pas désespérée », a affirmé Jean-Michel Dumont. Il a précisé que les menaces de réchauffement climatique constituent un risque pour la sécurité alimentaire « parce que les paysans ne savent plus quand planter ».

Jeudi 19 novembre.

RDC : les commissaires spéciaux rejoignent leurs provinces. Les commissaires spéciaux des cinq nouvelles provinces issues du démembrement de l'ex-Equateur et du Haut-Katanga sont entrés en fonction mercredi 18 novembre. Dans l'ex-Equateur, la remise et reprise s'est déroulée entre le gouverneur intérimaire sortant, Sébastien Impeto et les nouveaux dirigeants des cinq nouvelles provinces.

RDC: le taux de scolarisation en hausse, selon l'Unicef. Selon un rapport présenté mercredi 18 novembre par l'Unicef et le ministère congolais du Plan, le taux brut de scolarisation en RDC est passé de 62% au cours de l'année scolaire 2001-2002 à 110 % pendant l'année scolaire 2012-2013. Le représentant de l'Unicef en RDC, Pascal Villeneuve, salue des progrès « indéniables » accomplis dans le secteur de l'éducation.

Nord-Kivu : les habitants de Walikale et Lubero insécurisés par les FDLR. Les habitants des localités de Buleusa, Kateku, Bashalingwa et Kanune (Nord-Kivu), sont pris en otage depuis le week-end dernier, par les rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Selon un notable de la région, ces rebelles hutus rwandais qui se sentent menacés par les jeunes Mai-Mai du groupe Kiyanda-Yira de Lubero, utilisent ces habitants comme boucliers humains.

L'Afrique du Sud renvoie 47 casques bleus déployés en RDC. Les forces armées sud-africaines ont annoncé mercredi 18 novembre avoir renvoyé 47 casques bleus participant à la mission de l'ONU en RDC (Monusco) pour avoir violé les règles de leur couvre-feu en septembre. Le porte-parole de l'armée sud-africaine, le général Xolani Mabanga, a affirmé que les agissements de ces soldats, basés dans l'est du pays, avaient « compromis la sécurité des autres » troupes sud-africaines déployées dans la zone. L'est du pays, avait « compromis la sécurité des autres » troupes sud-africaines déployées dans la zone.

RDC: 7 manifestations de l'opposition interdites ou réprimées en septembre, selon l'ONU. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) dit avoir noté une application discriminatoire des lois à l'endroit de l'opposition et de la société civile. Dans son rapport mensuel d'octobre, il fait état de 7 manifestations de l'opposition interdites par les autorités locales ou réprimées brutalement par les forces de sécurité alors qu'au moins 11 manifestations de soutien à la majorité se sont déroulées sans aucune obstruction.

Uvira: grèves des infirmiers, 9 personnes meurent faute de soins. Neuf personnes sont décédées faute de soins dans le territoire d'Uvira, où les infirmiers observent une grève, depuis mardi 17 novembre, dans cette partie du Sud-Kivu.

La RDC et le Rwanda vont signer un accord d'exploitation du gaz méthane. La RDC et le Rwanda ont prévu de signer, jeudi 19 novembre à Gisenyi, un accord sur l'exploitation du gaz méthane dans le lac Kivu. Kinshasa et Kigali devront également s'accorder sur la surveillance du lac Kivu.

Les habitants du Sankuru appelés à la paix et à la cohésion. Le commissaire spécial de la nouvelle province du Sankuru, Bertold Ulungu, appelle à la cohésion de toutes les forces vives pour le développement de leur entité. A l'occasion de la cérémonie de remise et reprise, mercredi 18 novembre à Mbuji-Mayi, il a indiqué que le moment était enfin venu pour tourner la page des antivaleurs et des violences, qui ont longtemps endeuillé cette partie de la RDC.

RDC : Corneille Nangaa promet une évaluation « sans complaisance » du processus électoral. Le nouveau président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa, promet une évaluation « sans complaisance » du processus électoral en RDC. Il a fait cette promesse jeudi 19 novembre, à l'occasion de la prestation de serment de nouveaux membres de la centrale électorale à la Cour constitutionnelle, à Kinshasa. En dehors du nouveau président de la Ceni, d'autres membres du bureau ont également prêté serment le même jour. Il s'agit du vice-président Norbert Basengezi et du questeur Pierrette Mwenze. **Les attentes de la classe politique.** L'opposition et quelques organisations de la société civile exigent la publication immédiate du calendrier électoral réaménagé, qui priorise les élections présidentielle et législatives. La communauté internationale rejoint quelque peu la position de l'opposition. De son côté, la Majorité présidentielle (MP) appelle plutôt les Congolais à laisser le temps à la Ceni de concevoir un plan réaliste. Il reconnaît l'échéance constitutionnelle à respecter mais pense que « les Congolais ne doivent pas être figés sur des dates ».

Boma : les ex-combattants qui réclamaient leurs primes ont regagné la base de Kitona. Une centaine d'ex-combattants, sans armes, issus des groupes armés regroupés à la base militaire de Kitona dans la province du Kongo Central qui étaient à Boma, ont regagné, mercredi 18 novembre dans la soirée, le centre de formation de Kitona dans la province du Kongo Central à bord des camions des forces armées de la RDC (FARDC), sans violence affirment les membres de la société civile de Boma. Ils avaient décidé de descendre à Kinshasa pour réclamer leurs primes.

CIRGL: les ministres de la Défense fixe un ultimatum à l'ex-M23. Les ministres de la Défense de la Conférence Internationale sur la Région des Grands-Lacs(CIRGL) ont indiqué que le processus de rapatriement du reste des ex-combattants ex-M23 basés en Ouganda doit commencer le 1er décembre prochain et s'achever au plus tard le 15 décembre 2015. Ils ont lancé cet ultimatum à l'issue de la réunion restreinte des ministres de la Défense, tenue mercredi 18 novembre à Kinshasa. Cette réunion était organisée dans le but d'exécuter les décisions prises par les chefs d'Etat de la CIRGL à Luanda (Angola) en mai dernier, sur le rapatriement de ces ex-combattants M23 basés à Ouganda.

RDC: le gouvernement doit payer 2,5 milliards USD de rétrocession à l'ex-Katanga. Le gouvernement central doit payer à l'ex-province du Katanga plus de 2,5 milliards de dollars américains des recettes fiscales,

a déclaré mercredi 18 novembre le conseiller juridique du gouverneur de l'ex-Katanga, Gislain Kyenge. Selon lui, les quatre provinces issues du démembrement du Katanga attendent les modalités pratiques qui seront définies par Kinshasa pour se répartir l'actif et le passif de cette province à présent démembrée.

RDC: le ministre des PME veut promouvoir une classe moyenne. Le ministre des PME, Pancras Bohongo s'engage à faire émerger une classe moyenne en RDC. Cette catégorie de gens qui ont un pouvoir d'achat qui leur permet de vivre décemment et de faire face aux besoins élémentaires de la vie. Il a levé cette option au cours d'un atelier, organisé mercredi 18 novembre à Kinshasa. Pancras Bohongo souhaite que les Congolais de cette classe moyenne aient accès aux crédits à taux d'intérêt entre deux et trois pourcent l'an.

Vendredi 20 novembre.

RDC: l'ex-Katanga avait contracté une dette de 55 millions USD, révèle Richard Muyej. Au lendemain de leur entrée en fonction, les commissaires spéciaux des quatre nouvelles provinces du Katanga disent avoir constaté que cette ancienne province avait contracté un emprunt de cinquante-cinq millions des dollars américains. Et demandent de clarification sur ce dossier. Face à cette situation, les commissaires spéciaux ont décidé de suspendre la participation de leurs experts aux travaux de la commission de suivi sur l'évaluation du passif et de l'actif de l'ancienne province du Katanga.

La RDC et le Rwanda signent un accord en prévision de l'exploitation du lac Kivu. La RDC et le Rwanda ont signé jeudi 19 novembre à Gisenyi un accord en prévision de l'exploitation du gaz méthane dans les eaux congolaises du lac Kivu, que les deux pays partagent à leur frontière. L'accord porte essentiellement sur la surveillance de ce cours d'eau au moment de l'exploitation du gaz qui y est contenu. Le lac Kivu est l'un des trois lacs au monde, avec le Nyos et le Monoun au Cameroun, qui renferment de très fortes concentrations en gaz. Sur ses 2 370 km², il contient selon les estimations, quelque 60 km³ de méthane dissous et environ 300 km³ de dioxyde de carbone (CO₂). Des experts congolais et rwandais redoutent les effets de la forte concentration en gaz de ce lac.

Nord-Kivu: les FDLR interdisent les regroupements et communications à Walikale et Lubero. Les rebelles FDLR accentuent les interdictions imposées aux populations des territoires de Walikale et Lubero, au nord de Goma, qui sont pratiquement prises en otages depuis le weekend dernier. Depuis deux jours, les FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda) interdisent tout regroupement, selon des sources à Buleusa. Il n'est pas question non plus de partager de la nourriture en groupe. Un responsable d'une école de la région affirme aussi que toute communication téléphonique est prohibée à Buleusa, Bushalingwa, Kateku et Kanune. Depuis qu'ils ont pris le contrôle de ces localités, les rebelles ont également interdit tout déplacement. Ils auraient établi le châtement du fouet pour punir chaque habitant désobéissant à ces règles.

La société civile forces vives de Kinshasa appelle à un dialogue inclusif en RDC. Le dialogue politique en vue en RDC devrait avoir un «caractère inclusif» pour que les accords qui en découleraient engagent toutes les parties, a déclaré jeudi 19 novembre, la société civile forces vives de Kinshasa. Certains partis de l'opposition rejettent ce dialogue, tandis que l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), d'Etienne Tshisekedi veut un forum convoqué par un «médiateur international neutre» à désigner par le Secrétaire général de l'Onu. Le président de la société civile forces vives de Kinshasa souligne que l'appui de la communauté internationale permettra de faire revenir toutes les parties aux bons sentiments.

L'Assemblée nationale adopte la loi sur l'exécution du budget 2014. Le projet de loi portant reddition des comptes du budget de l'Etat 2014 a été adopté jeudi 19 novembre à l'Assemblée nationale. Ce texte de loi explique la manière dont le gouvernement a exécuté le budget de l'Etat en 2014. Son adoption est intervenue après débats autour du rapport de la commission Economique et financière (Ecofin). De l'avis de bien des députés de l'opposition interrogés par Radio Okapi, le tableau de l'exécution du budget 2014 est catastrophique. Certains relèvent notamment des dépenses exécutées mais non prévues dans le budget et surtout la mobilisation des recettes en deçà des prévisions.

Immondices à Kinshasa: la Primature renvoie la balle au gouvernement provincial. Qui doit dégager les immondices qui s'entassent dans les stations de collecte de plusieurs communes de Kinshasa depuis quelques jours ? Le gouvernement central, a répondu le gouverneur de Kinshasa, André Kimbuta à Radio Okapi. Mais dans un communiqué dont une copie nous est parvenue vendredi 20 novembre, la Primature indique que cette tâche revient plutôt au gouvernement provincial. Entretemps, les immondices continuent de s'amonceler dans la capitale de la RDC. Le document précise que l'Hôtel de ville de Kinshasa avait garanti le gouvernement central de sa capacité de pérenniser le projet de collecte et d'évacuation d'immondices qu'assurait jusqu'en août dernier l'Union européenne.

Lambert Mende: «Les élections relèvent de la souveraineté d'un peuple». Répondant à l'envoyée spéciale du gouvernement britannique dans la région des Grands lacs, Danae Dholakia, qui rappelait

récemment que son pays conditionne l'aide au processus électoral en RDC notamment par la publication d'un calendrier réaliste, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende a estimé, vendredi 20 novembre, que les élections constituent « une opération qui relève de la souveraineté d'un peuple ».

Matadi : les entreprises de transport à grand tonnage appelées à payer décemment les routiers. Le vice-gouverneur du Kongo-central Atou Matoubuna a appelé jeudi 19 novembre les responsables des entreprises de transport de grand tonnage basés à Matadi à payer décemment leurs employés. Il a lancé cet appel au terme d'une réunion d'échange qu'il a eue avec une trentaine de représentants des entreprises de transport sur le mouvement de grève lancé depuis lundi 16 novembre sur l'axe routier Matadi-Kinshasa. Les conducteurs des poids lourds revendiquent l'application du protocole d'accord du 19 février 2013 qui prévoit notamment un salaire de 375 dollars américains, pour le chauffeur, et 200 dollars américains, pour le convoyeur.

Les FARDC ont recruté 80 jeunes en un an au Maniema. En une année, seules 80 personnes ont été recrutées à Kasongo et Pangi dans les rangs de l'armée sur le 400 attendues. Colonel Benjamin Misenga Sumaili, chargé du recrutement des volontaires des Forces armées de la RDC (FARDC) dans cette région, compte sur les autorités politiques, administratives et coutumières pour encourager les jeunes à s'enrôler.

Des zones de santé de la Tshopo et du Bas-Uele dotées d'équipements médicaux. Les zones de santé de Wanierukula et Isangi dans la Tshopo et Aketi dans le Bas-Uele viennent d'être dotées d'équipements médicaux notamment des microscopes. Ce don de Rotary club de Sonnef/Belgique d'une valeur de 22 000 euros aidera à diagnostiquer certaines maladies comme l'épilepsie.

Kananga : les policiers affectés dans le groupement de Bakwa Mushilu impayés. Le chef du groupement de Bakwa Mushilu dans la périphérie de Kananga (Kasaï Central), Kalombo Bukute, déplore le non-paiement des éléments de la Police nationale congolaise affectés dans son entité. Dans une déclaration faite jeudi 19 novembre devant la délégation de la Monusco, en mission de routine à Bakwa Mushilu, le chef Kalombo Bukute, a indiqué que son groupement n'a qu'un poste de police à Kasasa qui compte six policiers. Et seul le chef de police est payé.

RDC: le président de la Ceni, Corneille Nangaa a pris ses fonctions. Le nouveau président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni, Corneille Nangaa Yobeluo a pris ses fonctions, vendredi 20 novembre, à Kinshasa. Il a effectué la remise et reprise avec le président intérimaire de la Ceni, Jean-Pierre Kalamba, actuel rapporteur de cette institution d'appui à la démocratie. A l'occasion, le vice-président sortant André Pungwe a également passé le flambeau à son successeur Norbert Basengezi Katintima.

Samedi 21 novembre.

Ituri: 1500 familles abandonnent leurs villages suite aux exactions de la FRPI. Environ mille cinq cents ménages ont abandonné, depuis deux semaines, leurs localités d'origine suite aux exactions des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), dans la chefferie de Walendu Bindi. Il s'agit des habitants des localités Alingba, Bunga, Kanyoro et Mogbe, ont indiqué vendredi 20 novembre des sources concordantes.

Selon le chef de la collectivité de Walendu Bindi, Adaba Masumbuko, huit femmes ont été violées par les miliciens de la FRPI. Le dernier cas de viol remonte à la nuit de jeudi 19 novembre, dans la localité d'Alingba, a-t-il ajouté sans autres détails.

Nord-Kivu: les députés provinciaux appelés à s'impliquer dans la sensibilisation des réfugiés rwandais. Le HCR et la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) ont appelé vendredi 20 novembre à Goma les députés provinciaux du Nord-Kivu à s'impliquer dans la sensibilisation pour l'enregistrement biométrique des réfugiés rwandais présents dans cette province de l'Est de la RDC. Au cours d'une session d'échanges avec ces élus, les deux organisations ont indiqué que plusieurs défis bloquaient encore la poursuite de cette opération.

Des jeunes victimes des mariages précoces au Sud-Kivu . La situation générale du respect des droits de l'enfant évolue bien au Sud-Kivu, a indiqué la division de la Femme, Famille et Enfant, vendredi 20 juin, se disant toutefois inquiet du phénomène de mariage précoce dont sont victime les enfants dans cette province. A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'enfance, cette structure a fait un plaidoyer devant plusieurs acteurs en faveur de la promotion de l'éducation des jeunes filles pour contrecarrer les mariages précoces dus aux coutumes rétrogrades.

Matadi: accrochages entre policiers et grévistes du secteur routier. Des échauffourées ont éclaté dans la nuit de jeudi à vendredi à la place Mzee Laurent-Désiré Kabila à Matadi au Congo Central entre les éléments

de la Police nationale congolaise (PNC) et les grévistes du secteur routier. Pour cause, les conducteurs et convoyeurs en grève ont bloqué un convoi du véhicule de l'entreprise Trans Gazelle en route pour Kinshasa, estimant que les chauffeurs poids lourds de cette entreprise n'ont pas respecté le mot d'ordre de la grève. Dans une déclaration faite samedi 21 novembre à Radio Okapi, le président de la Force ouvrière du Congo (Forc), André Tshikoj, a sollicité l'appui du Gouvernement pour qu'une solution soit trouvée à cette situation.

L'Hôtel de ville reprend l'évacuation des immondices à Kinshasa. Les travaux d'évacuation des immondices ont repris, samedi 21 novembre, dans quelques décharges publiques de la ville de Kinshasa. Des véhicules de certaines organisations partenaires du gouvernement provincial étaient visibles dans quelques communes comme Barumbu et Kalamu. La reprise des travaux fait suite à un arrangement entre les coordonnateurs des ONG partenaires et le gouverneur de la ville de Kinshasa. Ce dernier s'est engagé à payer leurs prestations dans les jours qui viennent.

Tanganyika : la lutte contre l'insécurité est le défi majeur du nouveau commissaire spécial. Le commissaire spécial du Tanganyika, Richard Ngoie Kitangala, et ses deux adjoints sont arrivés samedi 21 novembre à Kalemie, chef-lieu de Tanganyika. Devant une foule nombreuse venue les accueillir, les nouveaux dirigeants se sont engagés à lutter contre l'insécurité dans cette ville. « Nous travaillerons pour mettre fin à l'insécurité, le banditisme et les tracasseries, J'ai parlé avec le chef de la police, il m'a dit que le mauvais état des routes rend difficile l'intervention de la police. Alors, je dis, nous devons réhabiliter les routes », a promis Richard Ngoie Kitangala.

Tanganyika : la vie reprend normalement dans le village Kyemge. La vie a repris son cours normal dans le village Kyemge, à 15 km du centre du territoire de Mitwaba. Les familles ont regagné leurs habitations, les églises et écoles ont aussi repris leurs activités dans ce village qui a été pendant deux ans le théâtre des exactions de la part des miliciens Maï-Maï. À l'entrée du village, on peut apercevoir une centaine de maisons, de toilettes et une partie de l'école primaire reconstruites grâce à un projet du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'ONG AIRD, financé par Pool Found.

Dimanche 22 novembre.

RDC: Azarias Ruberwa déplore le retard dans la convocation du dialogue politique. Le président du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), Azarias Ruberwa, déplore le retard pris pour convoquer le dialogue politique initié par le chef de l'Etat. Ces assises permettront de discuter de plusieurs problèmes comme le budget des élections, le fichier électoral et l'enrôlement de nouveaux majeurs, a-t-il estimé samedi 21 novembre dans une interview à Radio Okapi.

Goma: décès d'un député provincial en prison. Le député provincial Kenda Kenda Nzanu est mort de suites d'une maladie dans la prison de Munzenze à Goma (Nord-Kivu), où il était détenu depuis quatre mois sans jugement. Selon Dufina Tabu Mwane Batende, président de l'Association des volontaires du Congo (ASVOCO), malgré la demande de sa famille pour le soigner, la justice a refusé son évacuation vers un hôpital pour des soins appropriés. Le député provincial Kenda Kenda était soupçonné d'être de mèche avec les insurgés qui avaient attaqué l'aéroport de Goma en juin dernier.

Equateur: le Cocaf et les habitants de Bolomba s'engagent à protéger la forêt. La Compagnie commerciale africaine (Cocaf) et les populations des secteurs de Bolomba et de Mampoko dans le territoire de Bolomba (Equateur) ont signé vendredi 21 novembre un contrat en vue de la protection de la forêt. Ce document interdit l'exploitation du bois, mais la population va continuer de mener ses activités des champs et de la cueillette.

Méfiance politique en RDC: le RSF de Lunda Bululu écrit Maman Sambo Sidikou. Le Rassemblement des forces sociales et fédéralistes (RSF) a adressé une lettre ouverte au nouveau Représentant spécial du Secrétaire général de l'Onu en République démocratique du Congo, Maman Sambo Sidikou, dans laquelle il lui demande de s'impliquer, dans le cadre de l'accord cadre d'Addis Abeba, pour assainir le climat politique afin d'aboutir à un dialogue réussi entre les acteurs de la classe politique congolaise. Dans cette correspondance déposée samedi 21 novembre au bureau de la Monusco à Lubumbashi, le RSF déplore le climat de méfiance politique qui s'est installé entre la majorité et l'opposition.

Bukavu: première projection publique du film «L'homme qui répare les femmes». Le film intitulé «L'homme qui répare les femmes-La colère d'Hippocrate», qui dresse le portrait du gynécologue Denis Mukwege et son engagement contre les violences sexuelles au Kivu, a été diffusé pour la première fois samedi 21 novembre devant le public du Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu. La grande salle du collège Alfajiri était prise d'assaut par le public venu assister à cette projection en présence du médecin congolais, prix Sakharov 2014. Pour le docteur Denis Mukwege, chaque Congolais doit se sentir interpellé par le contenu du

film de Thierry Michel et Colette Braeckman, pour barrer la route aux viols et violences sexuelles infligées à la femme congolaise.

Bunia: inauguration des kiosques de vente d'eau potable. L'ONG Centre d'initiative pour le développement rural en Ituri (Cidri) a inauguré, samedi 21 novembre, trois kiosques de vente d'eau potable, aux quartiers Muzipela et Ngezi, à Bunia (Ituri). Ces points de distribution captent l'eau à partir de la source de Ngongo, située à 17 km de Bunia-centre. Au-dessus de chacun de ces kiosques, l'ONG Cedri a placé une citerne d'une capacité de 2 000 litres d'eau pour une fourniture d'eau de manière permanente. Dans ces points d'eau, un bidon de 20 litres est vendu à 50 francs congolais (0,05 dollar américain) au lieu de 150 Francs congolais (0,16 dollar américain) exigés auprès des puits de privés ou des bornes fontaines communautaires. Selon le coordonnateur de l'ONG Cidri, Innocent Ngadu, l'engouement de la population dans ces kiosques s'explique par le fait que ce nouveau système de vente d'eau à un prix abordable répond aux attentes des bénéficiaires.

Lundi 23 novembre.

RDC: des réfugiés sud-soudanais affluent à Dungen et Ango. Des réfugiés sud-soudanais affluent depuis une semaine dans les territoires de Dungen (Haut-Uelé) et d'Ango (Bas-Uelé). Selon les organisations de la société civile de ces deux provinces, ils fuient des affrontements ethniques entre les Dingen et les Zande dans la localité d'Ezo (Soudan du Sud). Le nombre exact de ces réfugiés n'est pas encore connu.

Dialogue politique : Joseph Kabila propose quatre noms à l'ONU pour la médiation. Le Président de la RDC, Joseph Kabila, a proposé à l'Organisation des Nations unies (ONU), les noms de quatre personnes susceptibles d'assurer une médiation internationale dans le dialogue politique, rapporte l'AFP citant des sources gouvernementales. Joseph Kabila a proposé les noms de l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, du président angolais Eduardo Dos Santos, du président de l'Assemblée nationale sénégalaise, Moustapha Niassé, et de l'envoyé spécial de l'ONU pour les Grands Lacs, Saïd Djinnit, ont précisé ces sources à l'AFP.

Tshopo : les membres du personnel des universités exigent l'augmentation de leurs primes. Toutes les catégories de personnel des universités et instituts supérieurs appellent le gouvernement de la RDC à revoir à la hausse leurs primes. A l'issue d'une assemblée générale extraordinaire organisée samedi 21 novembre à Kinshasa, le personnel académique scientifique, administratif, technique et ouvrier du secteur public a regretté que le gouvernement opère des augmentations dans d'autres secteurs, sauf dans l'enseignement.

Les jeunes de Kalemie plaident pour la réhabilitation de la route Lubumbashi Manono. Les jeunes de la ville de Kalemie dans la province du Tanganyika demandent aux autorités de réhabiliter la route Lubumbashi- Manono. Ils ont lancé cet appel après un accident mortel d'un camion de transport de marchandises sur cette route longue de 600 km. Le chauffeur a été tué sur le coup et deux commerçants ont confié à radio Okapi avoir perdu des marchandises d'une valeur estimée à un millions de francs congolais. Cet accident est le sixième en trois mois et les précédents ont fauché des vies.

20 comédiens du Burundi et de la RDC en formation à Bunia. Vingt artistes comédiens venus de Bujumbura au Burundi, Goma, Bukavu, Bunia et Kisangani en RDC suivent, depuis lundi 23 novembre à Bunia, une formation de sept jours sur le plan des mouvements, l'occupation de la scène et l'expression sur scène. Ce stage de professionnalisation des comédiens vise aussi à améliorer leur travail dans la préparation, l'utilisation du corps et de l'espace mis à leur disposition afin d'élever le niveau des spectacles. Les travaux sont organisés par le groupe de Théâtre des Amazoulous (Taccems) de Kisangani avec le soutien de l'ONG belge Africalia.

Grève des infirmiers: les médecins de l'hôpital général de Zongo débordés. Cinq jours après le mouvement de la grève sèche lancé par l'association des infirmiers sur l'ensemble de la RDC, la plupart des malades dans la nouvelle province du Sud-Ubangi se ruent vers l'hôpital général de référence de Zongo, les autres hôpitaux publics, n'arrivant plus à assurer de meilleures conditions de soin et de suivi aux malades faute d'infirmiers, ont rapporté samedi 21 novembre dernier des sources sanitaires locales.

Jean-Marie Ingele Ifoto: «Les points à évoquer au dialogue ont des réponses dans les institutions». Jean-Marie Ingele Ifoto, modérateur intérimaire de la Dynamique de l'Opposition a indiqué, dans un communiqué publié dimanche 22 novembre à Kinshasa, que tous les problèmes proposés pour le dialogue convoqué par le président Joseph Kabila ont des solutions dans les institutions de la république. Les questions relatives au calendrier électoral, à l'enrôlement de nouveaux majeurs, au financement et à la sécurisation du processus électoral sont prises en charge par des institutions prévues par la constitution, estime-t-il.

Regain d'insécurité à Goma. Au moins quatre cas de cambriolages et braquages, souvent en plein jour, ont été enregistrés la semaine dernière à Goma (Nord-Kivu). L'une des victimes a été grièvement blessée par balle, avant de voir ses biens de valeur emportés par des assaillants.

Décès en détention du député Kenda Kenda: dispositif policier dissuasif à Goma. La police a renforcé lundi 23 novembre son dispositif sécuritaire dans certains coins de Goma notamment autour de l'Université de Goma, pour éviter des troubles. Ceci pour dissuader d'éventuels débordements lors des obsèques du député provincial Kenda Kenda mort en détention samedi dernier. La famille du défunt et les autorités ont convenu de l'inhumer mardi 24 novembre. Toute la matinée de lundi, la police était restée sur ses gardes, craignant des troubles au niveau du campus de l'université de Goma. La mort de l'élue de Goma, malade alors qu'il était en détention depuis plus de quatre mois, n'est pas bien digérée par les jeunes Nande, sa communauté. Ils ont manifesté samedi, avec des étudiants, avec la dépouille mortelle du député qu'ils voulaient déposer devant le cabinet du gouverneur de province. La police les en a empêché et pu récupérer le corps.

Meurtres dans les sites du Patrimoine mondial: l'UNESCO demande à la RDC de sévir. La directrice-générale de l'UNESCO demande à l'État congolais d'arrêter et de traduire en justice les auteurs de dizaines de meurtres qui ont eu lieu dans différents sites du Patrimoine mondial de la RDC en 2015. Dans un communiqué diffusé durant le week-end, Irina Bokova condamne la recrudescence de violence de la part des miliciens, notamment dans les parcs nationaux de Garamba et des Virunga ainsi que dans la Réserve de faune à okapis (RFO), en Ituri. Le dernier meurtre a eu lieu il y a plus d'une semaine dans le territoire de Mambasa. Un gardien de la RFO a été abattu dans le village de Zunguluka, sur la route nationale numéro 4.

Kinshasa: plusieurs routes sont dégradées. Plusieurs routes se sont dégradées dans la ville de Kinshasa. Les dernières pluies qui se sont abattues dans la capitale les ont abîmées davantage, menaçant de couper en deux certaines artères. C'est notamment le cas de la route de Kimwenza, menacée d'être coupée en deux par une tête d'érosion de plus de 15 mètres de profondeur au niveau de la place « Trafic » de l'Université de Kinshasa.

Des semences améliorées de riz pour des agriculteurs du Kongo-Central. La Banque mondiale, à travers sa cellule de financement en faveur des états fragiles (CFEF), a signé samedi 21 novembre un contrat avec 24 agriculteurs venus de Tshela, Lukula, Boma, Kimpese, Mbanza Ngungu et Inkisi. Le contrat porte sur la production et la multiplication des boutures de manioc et des semences améliorées de riz que va leur apporter l'Institut national d'études et de recherche agronomique (INERA).

RDC-Ouganda : Me Tshibangu Kalala restitue les pièces judiciaires. Le professeur Tshibangu Kalala a restitué au gouvernement congolais les pièces judiciaires relatives au dossier qui oppose la RDC à l'Ouganda devant la Cour internationale de justice (CIJ) depuis 2005. Son cabinet qu'accompagnaient les membres de l'Ordre national des avocats et le médiateur Tunda Ya Kasende qui a négocié la récupération de ces pièces judiciaires a remis au ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, les fiches d'identification des victimes de la guerre de 1998 à 2003 dans l'ex-Province Orientale.

Mardi 24 novembre.

RDC : l'Assemblée nationale adopte le budget 2016 augmenté. L'Assemblée nationale a adopté lundi 23 novembre le budget 2016, avec une légère augmentation de 0,91%. Cette hausse a été observée après examen, par la commission économique et financière, du budget initial de 9,1 milliards de dollars américains présenté par le gouvernement central. Selon le député Jean Lucien Busa, président du groupe recettes de la commission Ecofin, ce sont environ 80 millions de dollars américains qui ont été ajoutés au projet initial. Cette somme additionnée au budget initial provient de l'argent obtenu après la réduction de l'impact négatif de la baisse des cours des matières premières.

RDC: un regroupement de l'opposition pro-dialogue voit le jour. Des personnalités de l'opposition politique et des membres de la société civile congolaises ont signé lundi 23 novembre à Kinshasa une charte créant une plateforme de «l'opposition pro-dialogue national.» Les organisateurs de cette cérémonie, les députés Justin Bitakwira et Steve Mbikayi, ont ainsi appelé le chef de l'Etat Joseph Kabila à convoquer le plus tôt possible le dialogue. Cette rencontre permettra, d'après eux, d'harmoniser les vues autour des questions politiques importantes de l'heure.

RDC: levée de la grève des infirmiers. La grève des infirmiers, déclenchée depuis quelques jours dans plusieurs hôpitaux de la RDC, a été levée lundi 23 novembre après des promesses qu'ils ont reçues du gouvernement sur l'amélioration de leurs situations salariales. Une évolution qui intervient après des négociations qui auront duré près d'une semaine, à en croire le président de l'Intersyndical de la santé du Congo.

Bernard Biando de l'Udemo appelle les Congolais à "capitaliser les acquis du régime Mobutu". Les Congolais se souviennent mardi 24 novembre de la prise du pouvoir par le feu président Mobutu Sese Seko, il y a 50 ans. Au cours d'une conférence de presse animée ce jour à Kinshasa, le secrétaire général de l'Union des démocrates Mobutistes (Udemo), le député Bernard Biando Sango, a appelé les Congolais à pérenniser les acquis de leur ancien président. Le feu Maréchal Mobutu est arrivé à la tête de la RDC par un coup d'Etat en 1965, après Joseph Kasa-Vubu. Et il est resté au pouvoir jusqu' au 17 17 1997, date à laquelle il a été renversé par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), dirigée par Laurent Désiré Kabila. Intervenant mardi matin sur RFI, Filip Reyntjens, professeur à l'Institut de politique et de gestion du développement à l'université d'Anvers et spécialiste de la zone des Grands Lacs, a souligné que dans un premier temps, entre 1965 et 1975, Mobutu avait d'une certaine manière remis le pays sur les rails. Mais M. Mobutu a par la suite détruit l'Etat par des politiques de prédation, de clientélisme, d'utilisation de moyens publics à des fins privées, etc, a-t-il indiqué. Pour le secrétaire général de l'Udemo, Mobutu a réalisé beaucoup de choses au pays. Après avoir été chassé du pouvoir en mai 1997 par la rébellion de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL) conduite par Laurent-Désiré Kabila, Mobutu Sese Seko déjà malade va mourir cinq mois plus tard au Maroc après 32 ans de règne sur le Zaïre.

Lubumbashi va abriter le forum de paix et de fraternité en décembre. Le cadre de concertation de la société civile du Katanga, la fondation Katangaise et les confessions religieuses ont annoncé lundi 23 novembre leur intention d'organiser un forum de paix et de fraternité du 10 au 12 décembre à Lubumbashi. Ce forum va exposer les initiatives des fils et filles du grand Katanga à la réconciliation et à la volonté de vivre ensemble. L'objectif de ce rassemblement est d'harmoniser les vues pour une meilleure appropriation du processus de décentralisation et la mise en place des stratégies susceptibles d'améliorer le développement des quatre provinces issues du démembrement de la province du Katanga.

Ituri: vers l'installation d'une juridiction militaire à Gety. Les autorités militaires des forces armées de la RDC (FARDC) viennent d'affecter un magistrat devant gérer le parquet militaire secondaire qui est en cours d'installation à Gety, une localité située à 63 kilomètres au Sud-Est de Bunia, ont indiqué lundi 23 novembre des sources militaires. Cette juridiction militaire devra pour la première fois statuer et sanctionner les auteurs des cas des violations des droits de l'homme commis notamment par les hommes en uniformes dans la région.

Kinshasa: 35 pays africains réfléchissent sur la gestion des fonds d'entretien routier. La 14ème assemblée générale de l'Association des fonds d'entretien routier africain (Afera) se tient depuis lundi 23 novembre à Kinshasa autour du thème: «utiliser ce que nous avons pour réaliser ce dont nous avons besoin». Les participants venus de trente-cinq pays africains étudient des stratégies pour faire face aux nombreux besoins d'entretien des routes du continent.

Nord-Kivu: 11 localités d'Ikobo administrés par les FDLR, selon des notables locaux. Depuis quinze ans, onze villages du groupement Ikobo dans le territoire de Walikale sont occupés et administrés par les rebelles rwandais des FDLR, ont indiqué samedi 21 novembre plusieurs notables de Walikale. Ces derniers accusent les rebelles hutus rwandais de prélever différentes taxes sur la population locale, de trancher des conflits entre individus devant leurs propres tribunaux et surtout de nommer et révoquer des chefs coutumiers du terroir alors qu'ils n'en ont légalement pas la compétence. Les habitants du groupement Ikobo, selon les notables locaux, sont «pris en otage» depuis plusieurs années par les combattants FDLR dans l'indifférence totale du gouvernement central.

Des groupes armés tentent de se coaliser au Sud-Kivu, selon la société civile. Des groupes armés tentent de se réorganiser au Sud-Kivu principalement dans le territoire de Kalehe et de Shabunda pour s'attaquer aux positions des Forces armées de la RDC (FARDC), ont révélé mardi 24 novembre des sources de la société civile de Bunyakiri. Les leaders de cinq groupes Raïa Mutomboki se sont réunis samedi dernier pour peaufiner leur plan à Nyambembe (Shabunda), indiquent les mêmes sources. Une autre réunion similaire des combattants de la milice Nyatura, coalisés aux FDLR, se serait tenue le même jour à Kalehe.

La RDC revoit à la baisse ses prévisions de croissance à 7,7 %. Le gouvernement de la RDC a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'année 2015, selon le dernier communiqué de la réunion de la Troïka stratégique du lundi 23 novembre. Alors qu'il attendait une croissance économique de 8,4%, le gouvernement annonce une croissance de 7,7%.

Maman Sidikou: « Nous encourageons tous les Congolais à un dialogue inclusif ». «Nous avons évidemment comme d'habitude réitéré le fait que nous encourageons tous les Congolais à un dialogue inclusif parce que la solution des problèmes du Congo ne viendra pas des Nations Unies, mais ça viendra des Congolais», a déclaré mardi 24 novembre le nouveau chef de la Monusco, Maman Sidikou, après son

entretien avec le président de la RDC, Joseph Kabila. Huit jours après son entrée en fonction, le chef de la Monusco a notamment discuté avec Joseph Kabila des élections à venir et de la contribution de la Monusco.

Kinshasa: une ONG accuse des présumés agents de service de sécurité de rançonnement. L'ONG de défense des droits de l'homme, Union pour le Développement de l'Humanité (UDH) accuse des personnes qui se présentent comme des agents des services de sécurité de rançonner les habitants de Kinshasa. Ces personnes qui opèrent notamment dans les arrêts de bus, ravissent des téléphones, de l'argent et d'autres biens aux usagers de Selon cette ONG ainsi que plusieurs autres sources, ces personnes sont armées et habillées en tenue civile.

le professeur Tshibangu Kalala est libéré de la prison de Makala. Incarcéré depuis le 29 septembre dernier à la prison de Makala à Kinshasa, le professeur Tshibangu Kalala a été libéré mardi 24 novembre dans la soirée. Poursuivi pour rétention illicite des documents relatifs au litige entre la RDC et l'Ouganda devant la Cour internationale de justice (CIJ) en 2005, il est libéré au lendemain de la restitution de ces documents au gouvernement congolais.

Mercredi 25 novembre.

RDC : le G7 ne prendra pas part au dialogue politique. Alors que la convocation du dialogue national sur les questions électorales est plus qu'imminente, le G7, groupe des sept partis exclus de la Majorité Présidentielle en septembre dernier, a rappelé mardi à Kinshasa qu'il ne prendrait pas part à ce forum. Plusieurs partis de l'opposition refusent de participer au dialogue que va convoquer Joseph Kabila. Selon eux, ce forum risque de favoriser le glissement du mandat présidentiel qui devra prendre fin en novembre 2016.

Bunia : des hommes armés dévalisent dix véhicules au pont Orwa. Des hommes armés ont dévalisé, dans la nuit de lundi à mardi 24 novembre dix véhicules au pont Orwa, à près de 20 Km au sud de Bunia (Ituri), direction de Kisangani. Selon la société civile du territoire d'Irumu, ces assaillants ont emporté plus de 10 000 dollars américains et plusieurs biens de valeur après avoir tiré des coups de feu en l'air.

Maman Sidikou: «La Monusco est engagée à accompagner la RDC vers la stabilité et le progrès». Le Représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC, Maman Sidikou a réaffirmé mardi 24 novembre au président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, l'engagement de la Monusco à accompagner la RDC vers la stabilité et le progrès.

Nord-Kivu: environ 204 personnes condamnées pour viol en deux ans. Nord-Kivu, la Police de protection de l'enfant et de la femme a condamné, en deux ans, environ 204 personnes sur les 593 arrêtées pour viol dans le cadre du projet «Tupinge Ubakaji» (en français: luttons contre les viols).

Des enseignants de Bukama accusent la TMB de ponctionner leur salaire. Un milliers d'enseignants du territoire de Bukama, dans la province du Haut Lomami, accusent les agents de la banque TMB de ponctionner sur le salaire d'octobre de chaque agent une somme de 3 385 francs congolais (3.68 dollars américains). La direction de la TMB Lubumbashi rejette ces accusations. Elle recommande aux enseignants qui se sentent lésés à se présenter à l'agence de la TMB à Kamina avec leurs numéros de compte pour vérification.

RDC: le gouvernement appelé à sécuriser le processus électoral. Des organisations de la société civile recommandent au gouvernement congolais de sécuriser le processus électoral en cours. Ces structures ont lancé leur appel, mardi 24 novembre à Kinshasa, à la clôture du Forum national de la société civile, organisé par l'ONG la Voix de sans voix (VSV). Ces ONG demandent également au gouvernement de faire libérer tous les prisonniers politiques et d'opinion, incarcérés à travers le pays.

Goma : la France disposée à accompagner le processus du DDR3. En visite de travail au Nord-Kivu depuis mardi 24 novembre, le nouvel ambassadeur de la France en RDC Alain Remy a réaffirmé ce mercredi 25 novembre la volonté de son pays et de la communauté internationale d'accompagner le processus de Démobilisation, Désarmement, réinsertion, Réintégration et rapatriement (DDR3) des ex-combattants.

Groupes armés: 76% de filles de moins de 15 ans recrutées depuis 2009. Selon un rapport publié mercredi 25 novembre par la section Protection de l'enfance de la Monusco, 76% des filles recrutées par les groupes armés entre 2009 et mai 2015 étaient âgées de 15 ans ou moins au moment de leur recrutement. Le même document indique que près de la moitié de ces filles ont rapporté avoir fait l'objet de violences sexuelles, y compris les viols, les mariages forcés, l'esclavage sexuel pendant leur séjour au sein de ces groupes armés.

Les inondations paralysent les activités économiques à Bumba. Les inondations provoquées par les pluies diluviennes qui se sont abattues à Bumba ces derniers jours paralysent les activités économiques dans cette ville de la province de la Mongala. Ces inondations ont occasionné la montée des eaux du fleuve Congo et des rivières environnantes.

RDC: Mamane Sidikou et Léon Kengo discutent du dialogue et des élections. Après avoir été reçu par le président de la République, Joseph Kabila, le Premier ministre et le président de l'Assemblée nationale, le chef de la Monusco s'est entretenu mercredi 25 novembre avec le président du Sénat, Léon Kengo. Ils ont notamment discuté des élections à venir en RDC et de la place des jeunes dans ce processus.

Jeudi 26 novembre.

RDC: début de la troisième phase du programme de démobilisation des ex-combattants. La troisième phase du programme national de Démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR) des ex-combattants a été officiellement lancée mercredi 25 novembre à la base militaire de Kitona au Kongo-Central. Les ex-combattants issus des groupes armés regroupés dans cette base militaire vont apprendre des métiers. Ils seront notamment formés à la maçonnerie, la coupe couture, l'agriculture et la conduite automobile.

RDC : l'Aprodepa appelle le gouvernement à prendre en charge les albinos. Le coordonnateur de l'Association pour la protection et le développement de la personne albinos (Aprodepa), Servain Ndumba, invite le gouvernement congolais à s'engager pour la prise en charge des albinos à travers le pays. Il a fait cet appel mercredi 25 novembre, à l'issue de la conférence panafricaine sur les droits de la personne albinos organisée à Dar-Es-Salam en Tanzanie.

La police crée l'insécurité à Isangi, selon la société civile. La société civile du territoire d'Isangi dénonce des cas de pillages et de tortures des habitants qu'elle attribue aux éléments de la Police nationale congolaise (PNC), dans certains villages de ce territoire situé à 125 km à l'Ouest de Kisangani (Tshopo). Ces faits sont confirmés par l'administrateur intérimaire du territoire d'Isangi, Bonaventure Agombe.

Le commissaire du Kwango appelle ses administrés à l'unité pour le développement de la province. Le commissaire du Kwango, Larousse Kabula Mavula a appelé mercredi 25 novembre la population de cette nouvelle province issue de l'ex-Bandundu démembré à l'unité, gage de tout développement, selon lui. Il estime que tout est à refaire dans un Kwango sans infrastructures. «Nous avons des problèmes. Nous sommes parfois au-dessus de zéro et parfois en dessous. Nous avons même des services qui manquent des locaux. C'est un défi à relever», a-t-il déclaré devant la presse à Kinshasa.

Nord-Kivu: environ 6500 ménages fuient les affrontements armés à Ikobo. Environ 6500 familles du groupement Ikobo, en territoire de Walikale, ont abandonné leurs localités, depuis dimanche 22 novembre, suite aux affrontements armés entre les miliciens Mai-Mai et les FDLR. Ces déplacés ont trouvé refuge dans les localités de Miriki, Luofu, Kimaka, Kirumba et Kanyabayonga, dans le territoire voisin de Lubero (Nord-Kivu).

RDC: l'ambassadeur britannique Graham Zebedée appelle les victimes des viols à saisir la justice. En visite à Bukavu (Sud-Kivu), l'ambassadeur de la Grande Bretagne, Graham Zebedée invite les victimes de viols à porter plainte contre leurs bourreaux. Il a lancé cet appel, mercredi 25 novembre, au cours d'une conférence de presse, tenue dans la capitale provinciale du Sud-Kivu.

Kisangani: interdiction du monnayage des visites à la prison centrale. Le directeur de la prison centrale de Kisangani (Tshopo), Jean Cibondo a interdit, mercredi 25 novembre, le monnayage des visites dans cette institution carcérale. Il a dénoncé cette pratique et mis en garde les policiers et agents pénitenciers récalcitrants. Jean Cibondo a insisté sur le droit des détenus aux visites.

Sud-Kivu: les enseignants réclament leurs salaires pillés par des bandits à Fizi. Les cours sont perturbés, depuis un mois, dans les écoles primaires et secondaires du secteur de Lulenge, en territoire de Fizi (Sud-Kivu). A la base, les enseignants réclament leurs salaires d'octobre dernier. Cet argent, estimé à 18 millions de francs congolais (19 539 dollars américains), avait été pillé par des bandits armés lors de son acheminement vers Kilembwe, en territoire de Fizi.

Premier vol commercial de Congo Airways sur Mbuji-Mayi. Congo Airways a effectué mercredi 25 novembre son premier vol commercial vers la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), depuis le lancement officiel des activités de cette compagnie nationale en fin septembre dernier.

Elections provinciales: Christian Mwando demande le remboursement des cautions des candidats. Le député Christian Mwando invite la Commission électorale nationale (Ceni) à prendre toutes les dispositions

pour rembourser les cautions déposées par les candidats aux élections provinciales et des gouverneurs, faute d'un calendrier crédible. Cette élection devrait se tenir octobre dernier, mais elle n'a pas eu lieu; le gouvernement évoquant un problème d'argent. Aucune nouvelle date n'a été proposée pour ces élections.

Mbuji-Mayi: les infirmiers lèvent leur grève. Les infirmiers et autres professionnels de la santé de la ville de Mbuji-Mayi ont repris le service jeudi 26 novembre dans la matinée, pour « se conformer au mot d'ordre lancé au niveau national, après la signature du protocole d'accord avec le gouvernement congolais », a expliqué Agnès Ntshila, secrétaire exécutif local du Syndicat national des cadres, agents et employés des secteurs des services (Syncass).

RDC: Amnesty international dénonce la répression des « voix discordantes ». Dans un rapport publié jeudi 26 novembre, Amnesty International dénonce la répression qui « s'abat sur la société civile et l'opposition en République démocratique du Congo ». Selon cette ONG, la justice congolaise est instrumentalisée pour « réduire au silence ceux qui sont en désaccord avec l'idée d'un troisième mandat pour le président Kabila ».

Plus de 300 camions marchandises bloqués sur la route Beni-Butembo. Plus de trois cents camions chargés de marchandises sont bloqués, depuis deux mois, sur l'axe routier Beni-Butembo (Nord-Kivu) suite à la dégradation de cette route. Les autorités redoutent la paralysie d'activités économiques et la flambée des prix des biens dans cette partie du Nord-Kivu.

L'avenir de la RDC réside dans le respect de la constitution, selon la Cenco. L'avenir heureux de la RDC réside incontestablement dans la sauvegarde de l'intégrité du territoire national, le respect de la constitution et dans la tenue d'élections libres et transparentes dans les délais constitutionnels, ont estimé le cardinal, les archevêques et les évêques membres du comité permanent de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) dans leur message adressé jeudi 26 novembre à la nation pour la réussite du processus électoral en RDC. Le message des évêques, réunis à Kinshasa du 23 au 24 novembre, est intitulé « Faudrait-il encore que le sang coule en RDC? ». A l'approche des périodes électorales, les prélats catholiques ont jugé la situation politique de l'heure inquiétante et préoccupante. Ils se disent tous peïnés de constater les restrictions des libertés individuelles, la croissance de la répression et d'intimidation à l'approche des échéances électorales. Les évêques rappellent à titre illustratif les incidents du janvier 2015 qui ont fait 42 morts, selon la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Les manifestants protestaient contre la modification de la loi électorale, rappelle la même source. « En janvier 2015, le sang a encore coulé suite à la tentative de contourner les dispositions constitutionnelles. Il faut arrêter de faire couler le sang » a affirmé abbé Léonard Santedi, rapportant ainsi le message des évêques à la clôture de ces deux journées d'échanges. **Commissaires spéciaux.** Tout en reconnaissant les efforts consentis par le Gouvernement pour la démocratisation du pays, les évêques considèrent néanmoins la nomination des commissaires spéciaux non élus à la tête de nouvelles provinces comme « un recul pour la démocratie ». De leur avis, la RDC présente désormais un visage hybride, avec d'un côté cinq provinces dirigées par des gouverneurs et des assemblées élus, et de l'autre 21 provinces avec des commissaires spéciaux nommés à leur tête. Les évêques inscrivent leur message dans le cadre de leurs contributions pour la consolidation de la paix, la sauvegarde de la démocratie et le respect de la constitution. Ce message a été signé le mardi 24 novembre par onze évêques et archevêques ainsi que le cardinal Laurent Monsengwo/

RDC-Elections: les Etats-Unis souhaitent une accélération des préparatifs. Les Etats-Unis encouragent la nouvelle équipe dirigeante de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à se mettre rapidement au travail pour accélérer les préparatifs des prochaines élections.

Le taux de corruption est de 65% dans la zone SADC. Le taux de corruption est de 65% au sein de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Le professeur Augustin Mwendambali, directeur de l'Observatoire du code d'éthique professionnel en RDC, a révélé ce chiffre jeudi 26 novembre à Kinshasa au cours d'un forum organisé à Kinshasa sur la corruption. Des participants venus des tous les pays membres de la SADC peaufinent des stratégies veulent coordonner leurs efforts pour lutter contre la corruption. Selon le professeur Augustin Mwendambali, le taux de corruption au sein de la SADC est moins élevé que dans d'autres espaces régionaux africains où ce taux avoisine les 70%.

Vendredi 27 novembre.

Ex-Katanga: des députés désapprouvent la suspension des assemblées provinciales. Un groupe de députés provinciaux de l'ex-province du Katanga dénonce la suspension des plénières des assemblées provinciales de nouvelles provinces par le ministre de l'Intérieur. Pour eux, cette suspension n'est pas conforme à la constitution.

Ces députés provinciaux estiment qu'aucune disposition constitutionnelle ne prévoit que les assemblées provinciales dépendent du ministère de l'Intérieur. Ils demandent que les raisons de cette suspension soient

révélées. «Et qu'on nous donne aussi le délai de cette suspension. C'est un coup d'Etat constitutionnel », a tranché Romain Zengwe. En octobre dernier, le ministre de l'Intérieur a décidé de suspendre les sessions ordinaires des assemblées provinciales de nouvelles provinces.

RDC: l'UDPS organise une « marche silencieuse » pour honorer « ses militants morts ». L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi a manifesté sans encombre jeudi 26 novembre à Kinshasa, a constaté une journaliste de l'AFP. Près de 300 militants de ce parti d'opposition ont manifesté en début d'après-midi à Limete, quartier-général de l'UDPS dans le centre-est de la capitale, sans être inquiétés par les forces de l'ordre.

Corruption en RDC: le ministre de la Fonction publique se prévaut d'agir. À l'ouverture d'une session spéciale de la SADC sur la corruption, jeudi à Kinshasa, le nouveau ministre de la Fonction publique a affirmé que le gouvernement congolais prenait des mesures pour lutter contre ce fléau. En poste depuis le 29 septembre 2015, Pascal Isumbisho a notamment souligné le fait que la RDC a signé le protocole de la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe) et la convention des Nations Unies contre la corruption. Il a de plus rappelé l'adoption d'une loi en 2002 sur le code de conduite des agents de l'État.

La RDC et le Burundi débattent sur la gestion du Lac Tanganyika. La gestion transfrontalière basée sur les écosystèmes des ressources halieutiques du Lac Tanganyika au centre d'un atelier sous-régional de plaidoyer ouvert jeudi 26 novembre à Bujumbura (Burundi). Ces travaux qui impliquent la RDC et le Burundi sont organisés par l'Association burundaise pour la protection de la nature (ABN), avec un financement du gouvernement hollandais. «Les ressources du Lac Tanganyika connaissent des problèmes liés au changement climatique et la surexploitation. A Uvira comme à Bujumbura, ce changement climatique se caractérise ces jours, soit par une forte chaleur, soit par des fortes pluies irrégulières et destructives. Les communautés riveraines de deux pays ont la nécessité de jouer un rôle proactif dans la gestion, la conservation et la protection des ressources naturelles frontalières», a déclaré le directeur de l'ABN, Charles Rugerinyange à l'ouverture de cet atelier. La sauvegarde du Lac Tanganyika, cette richesse profitable à des milliers d'habitants riverains, passe entre autres par l'interdiction de l'utilisation des filets à mailles. Les participants à cet atelier qui se clôture vendredi 27 novembre débattent aussi sur la gouvernance pétrolière dans la région des Grands Lacs africains.

Kinshasa : marche mondiale pour le climat sous le thème «Je change». Les Kinois sont invités à marcher pour le climat le dimanche 29 novembre, en même temps que des milliers, voire des millions d'autres personnes dans plusieurs grandes villes du monde. Il considère qu'il est particulièrement important de sensibiliser les dirigeants et les citoyens congolais : «La RDC représente 60% du second poumon de la planète, mais nous sommes l'un des dix pays les plus touchés, les plus vulnérables aux changements climatiques.». La marche a lieu sous le thème «Je change», puisqu'il est essentiel que chacun change ses habitudes de vie pour corriger la situation, selon M. Tchiteya.

RDC: d'abondantes ressources naturelles à exploiter pour développer la province de la Tshuapa. Des cinq provinces issues du démembrement de l'Equateur, la Tshuapa semble la plus démunie, en termes d'infrastructures pour abriter ses institutions, comme l'assemblée provinciale et les ministères du gouvernement provincial. Son assiette fiscale n'est pas très large. Mais la Tshuapa dispose d'une grande étendue de la forêt équatoriale, dont elle peut tirer profit, qui couvre pratiquement tous ses territoires.

Le Mouvement pour le Changement, nouveau regroupement dans l'arène politique de la RDC. Le Mouvement pour le Changement (MC), un nouveau regroupement politique a été agréé par le ministère de l'intérieur et sécurité, indique une correspondance signée par le ministre de l'intérieur Evariste Boshab, et parvenue à Radio Okapi le jeudi 26 novembre. Selon ce document adressé à M. Luvumbu Manzanza Antoine, coordonnateur de ce regroupement politique, l'acte constitutif du MC est conforme à la loi sur l'organisation des élections présidentielle, législatives et locales.

Matadi: des produits moisissent suite à la grève des transporteurs. La grève des conducteurs des véhicules poids lourds œuvrant sur l'axe Kinshasa/Matadi s'est poursuivie vendredi 27 novembre. Outre, les ports et autres services publics et privés qui ont touchés par cette grève, ce sont les vendeurs des produits agricoles et paysans qui tirent la sonnette d'alarme car leurs produits pourrissent déjà en forêt et dans les villages faute de moyens d'évacuation.

Kisangani: la Cadeco accorde des crédits à 277 marchands. La Caisse d'épargne du Congo (Cadeco), en partenariat avec le Fonds national de la micro finance (FNM), octroie depuis jeudi 26 novembre, des crédits aux marchands de Kisangani (Tshopo), regroupés dans 41 groupes. Deux cent soixante-dix-sept personnes bénéficient d'un montant variant entre 50 000 francs congolais (53, 82 dollars américains) à 250 000 francs congolais (269 11 USD) par individu. Selon Tiny Kadima, le directeur provincial de FNM, ces personnes, la plupart des femmes, ont reçu une formation sur leur autonomisation.

RDC: la Majorité et le G7 réagissent à la déclaration de la Cenco. La déclaration de la Cenco, appelant à la tenue des élections libres et transparentes dans les délais constitutionnels est commentée de manière diverse dans la classe politique congolaise. Réagissant vendredi 27 novembre à Radio Okapi, le porte-parole de la Majorité présidentielle (MP), André-Alain Atundu Liongo a dit prendre acte de la déclaration des évêques catholiques. Il s'étonne que les prélats catholiques, dans leur message, n'entrevoient aucune espérance après le dialogue, par la démocratie et optent plutôt pour la prise du pouvoir par la rue ou la gestion du pays par la rue. De son côté, le G7 soutient la démarche des évêques de la Cenco qui, selon cette plate-forme de l'opposition, sonne comme une alerte au peuple congolais contre la restauration de la dictature, 50 ans après le coup d'Etat militaire et à un an de la fin du mandat présidentiel. Dans un communiqué de presse publié le même vendredi, le G7 dit s'être activement impliqué dans la démarche des évêques catholiques et promet de faire connaître, dans les prochains jours, les initiatives à cet effet pour sauver le processus électoral ainsi que la loi fondamentale. Olivier Kamitatu Etsu, président de l'Alliance pour le renouveau du Congo (ARC), parti membre du G7 a livré cette position à Radio Okapi: «Le G7 salue le courage, la constance, le patriotisme et le sens élevé de responsabilité des évêques catholiques. Il les en félicite et, à travers eux, l'ensemble de l'Eglise catholique congolaise qui ne cesse de démontrer chaque fois que de besoin qu'elle est toujours à l'écoute du peuple de Dieu et solidaire avec lui. Le G7 approuve la position des Evêques et continue à exprimer la même vive préoccupation quant à la menace des violences et de chaos qui pèse sur le pays à la veille des prochaines élections que certains s'évertuent à reporter au-delà des délais constitutionnels dans le seul but de garder à tout prix le pouvoir contre la volonté du peuple congolais ». Il a par ailleurs indiqué que le G7 soutient les actions programmées par la Cenco pour consolider la démocratie, protéger la Constitution de la République et réussir, dans les délais constitutionnels, l'alternance au pouvoir.

Goma: manifestation de colère après les dégâts d'une pluie. Les habitants du quartier Murara, à Goma sont descendus, vendredi 27 novembre, dans la rue pour solliciter l'aide du gouvernement provincial du Nord-Kivu après la destruction de leurs biens par la pluie. Plusieurs maisons se sont écroulées et d'autres envahies par les eaux des pluies qui se sont abattues sur la ville toute la nuit dernière. Les manifestants déplorent le fait que ces inondations soient causées par la déviation des eaux du collecteur en pleine construction, non loin de l'aéroport de Goma. Ce collecteur devait partir justement de l'aéroport jusqu'au lac. La police a dû tirer en l'air pour disperser les manifestants qui demandaient de l'aide aux autorités, après des multiples promesses.

Samedi 28 novembre.

Insécurité à Walikale: le député Juvénal Munobo invite le gouvernement à agir. (Nord-Kivu) qui, selon lui, nécessite une attention particulière du gouvernement. Dans un entretien accordé à Radio Okapi vendredi 27 novembre, cet élu de l'opposition a déploré les affrontements entre miliciens Mai-Mai et rebelles FDLR dans cette partie du Nord-Kivu. Des affrontements qui, selon lui, ont fait des milliers de déplacés.

Des candidats députés appellent à l'organisation des élections provinciales. Le caucus de candidats députés provinciaux membres de la Dynamique de l'opposition appelle à l'organisation des élections provinciales. Prévu le 25 octobre dernier, ce scrutin n'a pas eu lieu. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) n'a pas donné de nouvelles dates pour la tenue de ces élections. Mais elle a annoncé l'imminence du réaménagement du calendrier électoral. Les candidats députés provinciaux membres de la Dynamique de l'opposition estiment que le processus électoral est au point mort depuis quelques mois. Ils doutent de la volonté de la Ceni et du gouvernement d'organiser les élections.

Beni: 9 personnes condamnées de 4 à 15 ans pour viol. Le Tribunal de grande instance de Beni, siégeant en chambre foraine au parking public de Kisindi (Nord-Kivu), a condamné vendredi 27 novembre treize personnes à des peines lourdes pour viol et assassinat. Parmi ces condamnés, neuf ont été reconnus coupables de viol. Ils ont écopé des peines allant de 4 à 15 ans de servitude pénale principale, au paiement des amendes au profit du trésor public et des dommages et intérêts au profit des victimes.

Des tablettes numériques distribuées aux élèves d'une école primaire de Kinshasa. Les élèves de l'Ecole primaire 2 Lukunga ont reçu vendredi 27 novembre des tablettes numériques distribuées par l'ONG « En Classe» et Samsung electronics. Ces tablettes contiennent des ouvrages numériques que les élèves vont utiliser au cours de leur année scolaire. La distribution de ces tablettes est censée contourner les difficultés d'accès aux manuels scolaires. Lors de la cérémonie de remise officielle, 40 tablettes contenant un programme de lecture ont été remises aux élèves.

L'ONU lance un programme d'éducation aux droits de l'homme à Kinshasa. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme, en collaboration avec la Fondation Laureine Kabwiz, a lancé vendredi 27 novembre à Kinshasa un programme d'éducation aux droits de l'homme.

Ituri: la circulation reprend sur le pont Talolo. La circulation a repris ce samedi 28 novembre entre Bunia et Kisangani en Ituri sur le pont Talolo dont une partie s'était écroulée la veille, bloquant le passage à plus de cent véhicules. L'ouvrage a été réparé par des transporteurs qui ont remplacé les barres de fer endommagés par trois troncs d'arbre.

Grands Lacs: les scouts contre la manipulation des jeunes lors des élections. Le mouvement des scouts du Sud-Kivu appelle les jeunes de la région des Grands-Lacs, qui sont souvent victimes des manipulations pendant la période électorale, à plus de vigilance. Il a lancé cet appel à la clôture d'une séance de restitution sur les résultats des recherches axées sur les conflits, la terre et les mouvements des populations, vendredi 27 novembre à Bukavu.

Levée de la grève des transporteurs routiers sur l'axe Kinshasa – Matadi. Des mouvements des camions poids lourds ont été observés samedi 28 novembre dans la ville de Matadi et de Boma au Kongo central. Ils font suite à l'annonce faite la veille, par la Force ouvrière du Congo (Forc), de la levée de grève des conducteurs des poids lourds exploitant l'axe Matadi-Kinshasa. A l'issue d'un échange à Matadi avec les camionneurs et le comité de suivi venu de Kinshasa, la Forc a précisé que ces pourparlers allaient se poursuivre à Kinshasa au sujet de cette grève déclenchée depuis le 16 novembre.

Goma: une manifestation du mouvement Lucha réprimée par la police. Douze jeunes membres du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) ont été interpellés samedi 28 novembre matin par la police à Goma (Nord-Kivu), au cours d'une manifestation pacifique organisée par la Lucha pour rendre «hommage aux Congolais qui continuent de mourir dans le territoire de Beni.» Les membres de ce mouvement disent ne pas comprendre comment l'insécurité perdure dans la région, alors que les opérations militaires y sont menées depuis longtemps. Selon Luc Nkulula, membre du mouvement Lucha, une séance de prière a été organisée en plein air au niveau du quartier Majengo et la population du coin est venue y assister. C'est alors que la police est intervenue pour disperser les manifestants.

Fermeture de Radiotélévision Canal futur: 4 ans déjà. Du 28 novembre 2011 – 28 novembre 2015, cela fait exactement quatre ans depuis que Radiotélévision Canal Futur a été fermée par les autorités. D'après le directeur général de cette chaîne qui émettait de Kinshasa, son organe paye le lourd tribut des turbulences politiques de 2011 à cause de son appartenance supposée à un acteur politique de l'opposition. Le directeur général de Radiotélévision Canal Futur, Giscard Kusema, soutient qu'il n'y a, à ce jour, aucun grief qui justifierait la fermeture de sa chaîne.

RDC: Joseph Kabila annonce le dialogue politique national. Le chef de l'Etat Joseph Kabila a annoncé samedi 28 novembre 2015 la convocation d'un «dialogue politique national inclusif», sans précision de date ni de lieu. Il a lancé un « appel ultime» à ceux qui hésitent encore à rejoindre cette voie des négociations pour donner sa chance à la «relance du processus électoral.» Selon lui, «la tâche de la co-modération de ces assises pourra bénéficier de l'accompagnement d'une facilitation internationale qui aura à offrir ses bons offices en cas de difficultés majeures.».

Dimanche 29 novembre.

Ruée de Congolais à Bangui pour assister à la messe du pape François. Des milliers de Congolais affluent, depuis deux jours, à Bangui, capitale centrafricaine, pour assister à la messe du pape François, annoncée pour dimanche 29 novembre.

Nord-Kivu: des déplacés de Walikale squattent les écoles et églises à Lubero. Au Nord-Kivu, plus de 6 000 ménages, venus du groupement d'Ikobo, dans le territoire de Walilale, squattent des écoles et églises, à Miriki, en territoire de Lubero. Ces familles ont fui, depuis une semaine, des affrontements armés entre une coalition Maï-Maï et les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), à Ikobo. D'autres ménages vivent dans des conditions humanitaires difficiles dans les familles d'accueil, selon des notables sur place.

Processus électoral: la communauté internationale appelée à «jouer franc jeu». L'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unadef) appelle la communauté internationale à "jouer franc jeu" au cours du processus électoral congolais. Le président de ce parti de l'opposition, membre du G7, a lancé cet appel à l'ouverture de son congrès, samedi 28 novembre, à Kinshasa. Charles Mwando Nsimba dit ne pas comprendre que la communauté internationale qui exige la publication d'un calendrier réaliste et respectant les délais constitutionnels, appuie également la tenue du dialogue. Cette position jugée ambiguë de la communauté internationale risque, selon lui, de favoriser le glissement du mandat présidentiel au-delà de 2016.

Dialogue: l'opposition divisée sur le discours de Kabila. L'opposition semble être divisée sur le discours du chef de l'Etat Joseph Kabila, annonçant la convocation d'un «dialogue politique national inclusif», sans précision de date, ni de lieu. Dimanche 29 novembre à Radio Okapi, le coordonnateur de la plate-forme de «l'opposition pro-dialogue national», Steve Mbikayi Mabuluki est d'avis que le chef de l'Etat a répondu favorablement aux desideratas lui soumis lors de la consultation par les forces vives notamment sur la libération des prisonniers politiques.

Sud-Kivu: des activistes pour la signature d'un accord ambitieux sur le climat à Paris. Au Sud-Kivu, des activistes encouragent les participants à la Conférence sur le climat (COP 21) qui s'ouvre lundi 30 novembre à Paris (France), de signer un accord ambitieux et équitable pour sauver la planète contre le réchauffement climatique. Ils se réunissent depuis samedi dernier à l'initiative du Centre des recherches en sciences naturelle (CRSN) de Lwiro, situé à une vingtaine de km de Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu. Ces activistes évaluent également la vulnérabilité du Sud-Kivu au changement climatique et inventorient les connaissances scientifiques disponibles en RDC. A l'ouverture de ce forum, les participants ont été sensibilisés sur les conséquences du changement climatique avec notamment des dégâts des pluies torrentielles.

RDC : 4800 candidats ont passé le concours de recrutement à l'administration publique. Quatre mille huit cent quatre-vingts candidats ont passé, dimanche 29 novembre à Kinshasa, le concours de recrutement aux postes des structures standards de l'administration publique. L'organisation de ce concours s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la réforme de l'administration publique, a précisé le ministre Pascal Isumbisho. Pour le ministre de la Fonction publique, Pascal Isumbisho, qui a lancé ce concours, 1020 candidats proviennent de Kinshasa et le taux de participation de la femme est de 17%.

Discours de Joseph Kabila : « Le temps est aux réflexions constructives », estime Thomas Lokondo. Au lendemain de l'annonce du discours de Joseph Kabila sur le dialogue national, le député national de la Majorité présidentielle (MP), Henry Thomas Lokondo, a estimé que « le temps est aux réflexions constructives. » dans une interview accordée dimanche 29 novembre à Radio Okapi, il a indiqué que les impératifs qui imposent la tenue du dialogue politique constituent les matières essentielles à discussion pour un avenir meilleur de la RDC.

Le chef de l'Etat a, dans son allocution, lancé un « appel ultime » à ceux qui hésitent encore à rejoindre cette voie des négociations pour donner sa chance à la «relance du processus électoral.» Réagissant à ce message, le député national et membre de la majorité au pouvoir Henry Thomas Lokondo, pense que le président de la République a ainsi donné le ton pour que toutes les parties prenantes aient une vision globale de ces assises. Dans son adresse, le chef de l'Etat a proposé à tous les acteurs congolais « d'engager dès à présent une réflexion sur un système électoral avec des modalités de vote peu coûteuse comme c'est le cas dans d'autres pays. » À ce sujet, Thomas Lokondo pense que le président de la République « a réfléchi à haute voix ».

Nord-Kivu : de violents affrontements opposent les FARDC aux ADF à Eringeti. De violents affrontements opposent les Forces armées de la RDC aux rebelles ougandais des ADF la fin de l'après-midi de dimanche 29 novembre à Eringeti, une localité située à environ 60 kilomètres au Nord-Est de la ville de Beni (Nord-Kivu). Selon des sources locales, les rebelles ougandais ont engagé une offensive, depuis 15 heures locales, contre l'Etat-major du 31e bataillon de la 31e Brigade des FARDC basées à Eringeti avant que s'en suivent des combats à l'arme lourde et automatique.

COP 21-Tosi Mpanu Mpanu : « Sans financement adéquat, la RDC ne signera pas l'accord de Paris ». « La RDC a déjà dit que s'il n'y a pas de financements adéquats, elle ne pourra pas signer l'accord de Paris », a affirmé, dimanche 29 novembre à Radio Okapi, l'expert de la RDC à la COP21, Tosi Mpanu Mpanu. Selon lui, cet accord qui sera signé à la 21e conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 21) doit tenir compte des promesses pour récompenser les pays qui abritent les forêts. La RDC est le deuxième poumon vert mondial dans la réduction du réchauffement climatique.

RDC : le gouvernement appelé à abroger la licence d'exploitation du pétrole du parc de Virunga. Dans une lettre ouverte adressée, mercredi 25 novembre, au gouvernement, dix organisations de la société civile œuvrant l'environnement demandent l'abrogation du contrat de partage des productions pétrolières de 2011 ainsi que l'ordonnance y relatif attribuant la licence d'exploitation pétrolière dans le parc national des Virunga à la firme britannique Soco international. Ces ONG ont rappelé que le parc national de Virunga est protégé avec un statut spécial comme patrimoine mondial.

Lundi 30 novembre.

RDC: Kamerhe accuse Kabila de préparer un «coup d'État constitutionnel». À moins d'un an de la fin officielle de son mandat, le président de la RDC «veut faire un coup d'État constitutionnel», a affirmé

dimanche 29 novembre l'opposant Vital Kamerhe, un ancien allié de Joseph Kabila. «En appelant à un nouveau système électoral, il veut faire passer le pays dans une nouvelle République», a déclaré à l'AFP le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), le troisième parti de l'opposition à l'Assemblée nationale. Selon M. Kamerhe, cette «nouvelle République» pourrait permettre au président Kabila de briguer un nouveau mandat, ce que la Constitution actuelle interdit. Samedi, le chef de l'État a annoncé la tenue d'un «dialogue national» pour «donner une chance au processus électoral», sans préciser de date ni de lieu. Estimant que « la capacité actuelle de mobilisation des recettes ne permettent pas » l'organisation de scrutin telle que prévue dans le budget de la commission électorale, M. Kabila s'est interrogé sur la possibilité « d'engager dès à présent une réflexion sur un système électoral avec des modalités de votes peu coûteuses comme c'est le cas dans d'autres pays ».

RDC: 11 ADF, 1 casque bleu et 4 militaires tués dans des combats à Beni. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont repris ce lundi 30 novembre dans la matinée le contrôle de la localité d'Eringeti, occupée la veille par des présumés rebelles ougandais ADF. Selon le général Marcel Mbangi, commandant des opérations Sokola 1, le bilan provisoire des combats fait état de 11 rebelles, 4 militaires congolais et 7 civils tués. Des sources de la Monusco à Beni indiquent qu'un casque bleu a aussi trouvé la mort et un autre blessé lors des combats.

Sud-Kivu: 23 disparus après un naufrage sur le lac Kivu. Vingt-trois passagers sont portés disparus après le naufrage de l'embarcation «Nyirangongo», lundi 30 novembre sur le lac Kivu, au niveau de la localité Taligeza au Sud-Kivu. Selon des autorités maritimes et des responsables des services de sécurité locaux, vingt-cinq autres passagers ont pu être sauvés par les pêcheurs.

Nord-Kivu: plus de 2 000 personnes ont fui les combats entre FARDC et ADF. Plus de deux mille habitants d'Eringeti dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) ont fui, depuis deux jours, les combats entre l'armée congolaise et les rebelles ougandais des ADF pour se réfugier à Luna, Ido et Komanda-centre, trois localités de la province voisine de l'Ituri. Selon la société civile de Komanda, certains déplacés vivent dans des familles d'accueil alors que d'autres passent la nuit à la belle étoile.

Nord-Kivu: les salaires de 1400 enseignants emportés après le braquage d'un véhicule. Environ 200 millions de francs congolais (217 400 dollars américains) ont été emportés, un policier tué et deux autres blessés lors du braquage d'un véhicule de l'ONG catholique Caritas, qui transportait les salaires des enseignants de Masisi (Nord-Kivu). Le samedi 29 novembre aux environs de 11 heures locales, le véhicule de la Caritas est tombé dans une embuscade d'hommes armés non autrement identifiés, entre Kingi et Sake, près de 30 km à l'Ouest de Goma.

Kasaï: la paie des enseignants perturbent les activités scolaires. Des enseignants du secteur public venus de Kamonia, Kamuesha et Kamako dans la province du Kasaï ont rejoint depuis mercredi 25 novembre le chef-lieu de cette province pour percevoir leurs salaires. Evoquant des difficultés pour percevoir leurs salaires, ils ont laissé leurs élèves dans leurs localités.

Lubumbashi: manifestation des agents de Ruashi Mining. Les agents de l'entreprise minière Ruashi Mining observent un arrêt de travail depuis lundi 30 novembre matin à Lubumbashi. Ils protestent contre le fait que leur employeur a fusionné sur une même fiche de paie le salaire mensuel d'octobre et la prime trimestrielle. Ce qui a conduit la Direction générale des impôts (DGI) du Katanga à revoir à la hausse l'impôt sur leur salaire.

Nord-Kivu: les combats entre FARDC et ADF ont fait 24 morts, selon la Monusco. Le bilan provisoire des affrontements entre les FARDC et les rebelles ougandais est de vingt-quatre morts, a révélé lundi 30 novembre le porte-parole de la Mission onusienne en RDC, Félix-Prospère Basse. La veille, l'armée et les rebelles se sont affrontés à Eringeti, une localité située à environ 60 kilomètres de Beni au Nord-Kivu.

Nord-Kivu : la Monusco condamne les attaques « lâches » des ADF à Eringeti. Dans un communiqué de presse publié lundi 30 novembre, le chef de la Monusco, Maman Sidikou Sambo a condamné les attaques d'Eringeti. Vingt-quatre personnes y ont péri de suite des combats qui ont opposé la veille les Forces armées de la RDC aux rebelles ougandais des ADF. « Les Nations Unies condamnent fermement les attentats lâches, systématiques et criminels perpétrés par les Alliés forces démocratiques (ADF) contre la population civile, les forces congolaises et les gardiens de la paix de la Monusco dans Eringeti et ses environs, dans le territoire de Beni », a-t-il déclaré.

Dialogue: la majorité invite la population à «accompagner» Joseph Kabila. Le bureau politique de la Majorité présidentielle invite la population congolaise à accompagner le Président de la République dans le dialogue politique « pour la quête vers une démocratie normale ». Le porte-parole de cette plate-forme

politique, Alain Atundu, l'a déclaré lundi 30 novembre à Kinshasa. Selon la MP, seul le dialogue permettra aux différentes forces de se mettre d'accord sur des questions politiques importantes.

RDC: le dialogue politique se tiendra sous la co-modération majorité-opposition. Le dialogue politique national inclusif se déroulera à Kinshasa sous la co-modération d'un représentant de la Majorité présidentielle et d'un autre de l'opposition. L'ordonnance présidentielle lue lundi 30 novembre à la télévision nationale (RTNC), n'a pas fixé de date précise de la convocation de ce forum national. Le document de la présidence précise toutefois que la tenue de ce forum national sera précédée de la mise en place d'un comité préparatoire. Le dialogue national porte principalement sur l'organisation d'un processus électoral apaisé, complet, inclusif, crédible et conforme aux standards internationaux et sur toutes les questions connexes au processus électoral.

RDC-Rwanda : les jeunes plaident pour l'intégration des femmes dans l'entrepreneuriat. La jeunesse de la RDC et du Rwanda a plaidé pour l'intégration des femmes dans l'entrepreneuriat et dans des projets de développement des opportunités économiques. Douze jeunes leaders de la société civile de ces deux pays ont fait ce plaidoyer le week-end dernier à Goma, lors de leur réunion de « l'école de dialogue. » Dans cette école du dialogue, les jeunes ont aussi abordé les questions de l'intégration des femmes, de l'entrepreneuriat et du développement des filières d'éducation. Présent à cette rencontre, le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku a encouragé les jeunes de ces pays à bâtir l'avenir de paix pour des générations futures.